

La Presse, 12 mai 2010

Stéphane Paquet

« **Travailleurs, les Québécois** »

«La bonne nouvelle, c'est qu'on n'est pas des paresseux, quoi qu'en pense M. Bouchard!» La boutade touchant l'ancien premier ministre québécois vient d'André Grenier, coordonnateur de l'analyse du marché du travail à Emploi Québec. En examinant la participation au marché du travail dans différentes juridictions, il arrive à la conclusion que le Québec est dans le peloton de tête des grandes économies.

Ainsi, le taux d'activité - qui comprend les travailleurs et chômeurs sur la population des 15 à 64 ans - était de 77,3 au Québec en 2008. Des pays du G7, seul le Canada fait mieux, avec 78,6%. Derrière le Québec, on retrouve le Royaume-Uni (76,8%, même si là, la population active est calculée à partir de 16 ans, comme aux États-Unis); l'Allemagne, deuxième exportateur mondial, arrive à 75,9%, suivie des États-Unis, à 75,3%. Le cancre du G7 est définitivement l'Italie, avec 63% de taux d'activité. La moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) est de 70,8%, soit 6,5 points derrière le Québec.

Le taux d'activité «devrait plafonner à près de 80% dans la seconde moitié de la présente décennie, une limite que les pays les plus avancés peinent à franchir», a indiqué M. Grenier hier matin, dans le cadre d'un colloque sur la main-d'oeuvre organisé par l'IREC, l'Institut de recherche en économie contemporaine. «Chez les moins de 55 ans, le Québec a rattrapé le Canada», a-t-il souligné, se basant cette fois-ci sur des données de 2009. Dans le groupe d'âge des 55-64 ans, le taux d'activité au Canada est toutefois de 6 points plus élevé qu'au Québec.

Il souligne que le marché du travail québécois va atteindre en 2018 «la limite de sa capacité de création d'emplois». Il devra donc, s'il veut continuer à prospérer, augmenter sa productivité.

Et l'immigration?

Dans une autre présentation, le démographe Marc Termote a tenté de dégonfler l'idée selon laquelle l'immigration est une clé de cette prospérité future. «L'immigration fait baisser le niveau d'activité», a-t-il dit. La raison: les immigrants sont moins présents sur le marché du travail que les Québécois qui sont nés au Canada.

Au mieux, a-t-il reconnu, les nouveaux arrivants peuvent avoir un impact économique au niveau des villes, comme Montréal, Toronto ou Vancouver, qui en reçoivent plus que le reste du territoire.

Dans l'ensemble, l'immigration ne serait donc pas la panacée annoncée par certains. «L'impact sur le PIB (produit intérieur brut) par habitant est nul», dit le démographe. Ce qui signifie aussi, a-t-il précisé, qu'«on ne peut pas avancer que les immigrants volent nos jobs».